



SLOW BURN:

Les gestionnaires d'actifs parient contre le climat

**Le classement inaugural 2021
sur les gestionnaires d'actifs
et le charbon**



SLOW BURN:

Les gestionnaires d'actifs parient contre le climat

Auteur :

Lara Cuvelier, Reclaim Finance

Contributeurs :

Angus Satow, Lucie Pinson: Reclaim Finance

Casey Harrell, Diana Best, Tanya Kar: The Sunrise Project

Design graphique :

Jordan Jeandon, Graphic designer

Guenole Le Gal, Graphic designer

Date de publication :

Avril 2021

SOMMAIRE

LE PROCESSUS	4
NOS PRINCIPALES CONCLUSIONS	5
LES GESTIONNAIRES D'ACTIFS À L'ÉPREUVE	6
a/ Dans l'ombre : l'influence croissante de la gestion d'actifs	6
b/ Constat : des promesses sur le long terme mais une passivité à court terme	6
c/ Analyse : les principales lacunes des politiques charbon des gestionnaires d'actifs	10
d/ Les stratégies «passives» menacent le changement climatique	11
NOTATION	14
RECOMMANDATIONS	16
a/ Nos demandes	16
b/ Pour aller plus loin	17
CONCLUSION	18
MÉTHODOLOGIE	20
SCORES DÉTAILLÉS	21

LE PROCESSUS

Nous avons interrogé 29 gestionnaires d'actifs, pour la plupart basés en Europe et parmi les plus grandes institutions en termes d'actifs sous gestion. Nous avons analysé leurs pratiques d'investissement concernant le changement climatique, en utilisant le secteur du charbon comme l'exemple le plus simple pour tester leur action sur le climat. La première édition de ce classement porte sur le charbon, qui est l'une des classes d'actifs sur lesquelles les investisseurs peuvent agir le plus facilement mais aussi le secteur qui nécessite la sortie la plus urgente.¹

Notre questionnaire (suivant une méthodologie décrite ci-dessous) a couvert trois sujets principaux :

1. Alignement et engagement climatique
2. Le traitement du charbon dans la gestion active
3. Le traitement du charbon dans la gestion "passive"²

Les informations clés sur notre échantillon de 29 gestionnaires d'actifs :³

- Ils représentent un total de 34 000 milliards d'euros d'actifs sous gestion;⁴
- La part gérée "passivement" représentent au global environ 48% de ce montant;⁵
- Chaque participant gère au moins 300 milliards d'euros d'actifs et 24 participants ont leur siège social en Europe.

NOS PRINCIPALES CONCLUSIONS

- **Moins de la moitié des gestionnaires d'actifs évalués ont une politique publique d'exclusion du charbon.** Vanguard, PIMCO et Schroders font partie des grands gestionnaires d'actifs qui n'ont toujours pas adopté une telle politique.
- De plus, comme ces politiques autorisent souvent de nombreuses exceptions, **seuls 25 % de l'ensemble des actifs gérés dans notre échantillon étaient couverts par un critère d'exclusion du charbon.**⁶ Par exemple, bien qu'ils aient adopté une politique charbon, BlackRock, Legal & General Investment Management et UBS AM l'appliquent à moins de 40 % de leurs actifs.
- Même lorsqu'une politique charbon est appliquée, les critères utilisés pour exclure les entreprises sont rarement robustes. Seulement 20 % des gestionnaires d'actifs excluent les entreprises qui ont encore des projets d'expansion liés au charbon. **En conséquence, sur les 23 000 milliards d'euros d'actifs couverts par des engagements climatiques à long terme⁷, seuls 3 400 milliards excluent les entreprises ayant des projets d'expansion du charbon.**⁸
- Pire encore, **bien qu'ils soient signataires de la «Net Zero Asset Managers Initiative», six gestionnaires d'actifs⁹ n'ont toujours pas adopté de politique publique d'exclusion du charbon, notamment Vanguard, DWS et Allianz GI.**
- **Les investissements gérés de manière "passive"¹⁰ deviennent une bombe à retardement pour le climat: bien qu'ils représentent plus de 45 % des actifs gérés par les 29 gestionnaires d'actifs, ils ne sont pratiquement jamais couverts par des exclusions du charbon.** L'exposition des gestionnaires "passifs" au charbon reste donc très élevée. Parmi les plus grands gestionnaires "passifs"¹¹ de notre échantillon, **moins de 3 % de leurs investissements gérés 'passivement' sont actuellement couverts par un critère d'exclusion du charbon.**¹²
- La moitié des gestionnaires d'actifs recommandent publiquement aux entreprises dans lesquelles ils investissent de s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris. Cependant, **aucun ne définit systématiquement des demandes limitées dans le temps ou n'applique de sanctions en cas d'absence de progrès à court terme.** Par conséquent, combiné à la faiblesse des politiques d'exclusion¹³, la plupart des gestionnaires d'actifs n'agissent pas pour protéger leurs clients des actifs échoués ("stranded assets").¹⁴

LES GESTIONNAIRES D'ACTIFS À L'ÉPREUVE

A/ DANS L'OMBRE : L'INFLUENCE CROISSANTE DE LA GESTION D'ACTIFS

L'année 2020 a démontré plus que jamais l'urgence croissante de la transition des énergies fossiles vers une économie fondée sur des énergies renouvelables durables. La marge de manœuvre pour revenir sur une trajectoire de 1,5°C est limitée et les dix prochaines années seront cruciales : **le Production Gap Report de l'UNEP montre que la production d'énergies fossiles doit diminuer de 6 % par an jusqu'en 2030.**

Le charbon étant la principale source d'émissions de carbone, **la fin rapide de son utilisation est une condition préalable à notre bien-être futur.** Les investisseurs sont donc dans une position unique pour accélérer la transition nécessaire. **Avec plus de 100 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion dans le monde¹⁵, les gestionnaires d'actifs font partie d'une industrie extrêmement puissante.** Ils jouent un rôle central dans l'économie des énergies fossiles, y compris le charbon, car **ils sont les principaux actionnaires de la plupart des entreprises d'énergies fossiles¹⁶ par le biais des actifs qu'ils gèrent.**

Le pouvoir croissant des gestionnaires d'actifs se reflète dans le fait que **le marché est de plus en plus concentré : les 20 premiers gestionnaires d'actifs dans le monde représentent près de 50 % de tous les actifs gérés au niveau mondial¹⁷.** Cela se traduit par des niveaux d'influence croissants pour les plus grandes entreprises. À titre d'exemple, BlackRock et Vanguard contrôlent aujourd'hui ensemble des participations de 10 % ou plus dans environ deux tiers des entreprises du FTSE100¹⁸.

Malheureusement, les mesures de performance actuelles sont fondées sur des objectifs à court terme, ce qui explique pourquoi les investisseurs contribuent à un système dans lequel les marchés financiers non seulement évaluent mal le risque climatique¹⁹, mais le renforcent. **L'essor de la gestion "passive"²⁰ accentue aussi le manque de vision à long terme,** car les investisseurs «passifs» ne prennent actuellement aucune mesure appropriée pour gérer et réduire les risques climatiques. Cette technique de gestion atténuée également la pression des propriétaires d'actifs en faveur du changement²¹.

Alors **qu'un nombre croissant de gestionnaires d'actifs rejoignent la "course vers le net-zero"²² et s'engagent à devenir neutres en carbone d'ici 2050,** notre rapport examine comment cela se traduit par des actions tangibles aujourd'hui. **Compte tenu de leur influence croissante, il est essentiel d'analyser dans quelle mesure les gestionnaires d'actifs utilisent leur pouvoir pour contribuer à une exclusion rapide du secteur du charbon.**

B/ CONSTAT : DES PROMESSES SUR LE LONG TERME MAIS UNE PASSIVITÉ À COURT TERME

Notre étude montre qu'en dépit d'un nombre croissant d'engagements visant à aligner les investissements sur les objectifs climatiques à long terme, **la plupart des gestionnaires d'actifs n'en sont même pas à la moitié du chemin lorsqu'il s'agit de mettre fin concrètement aux investissements dans le secteur du charbon.** Parmi les 29 gestionnaires d'actifs que nous avons analysés, seuls six

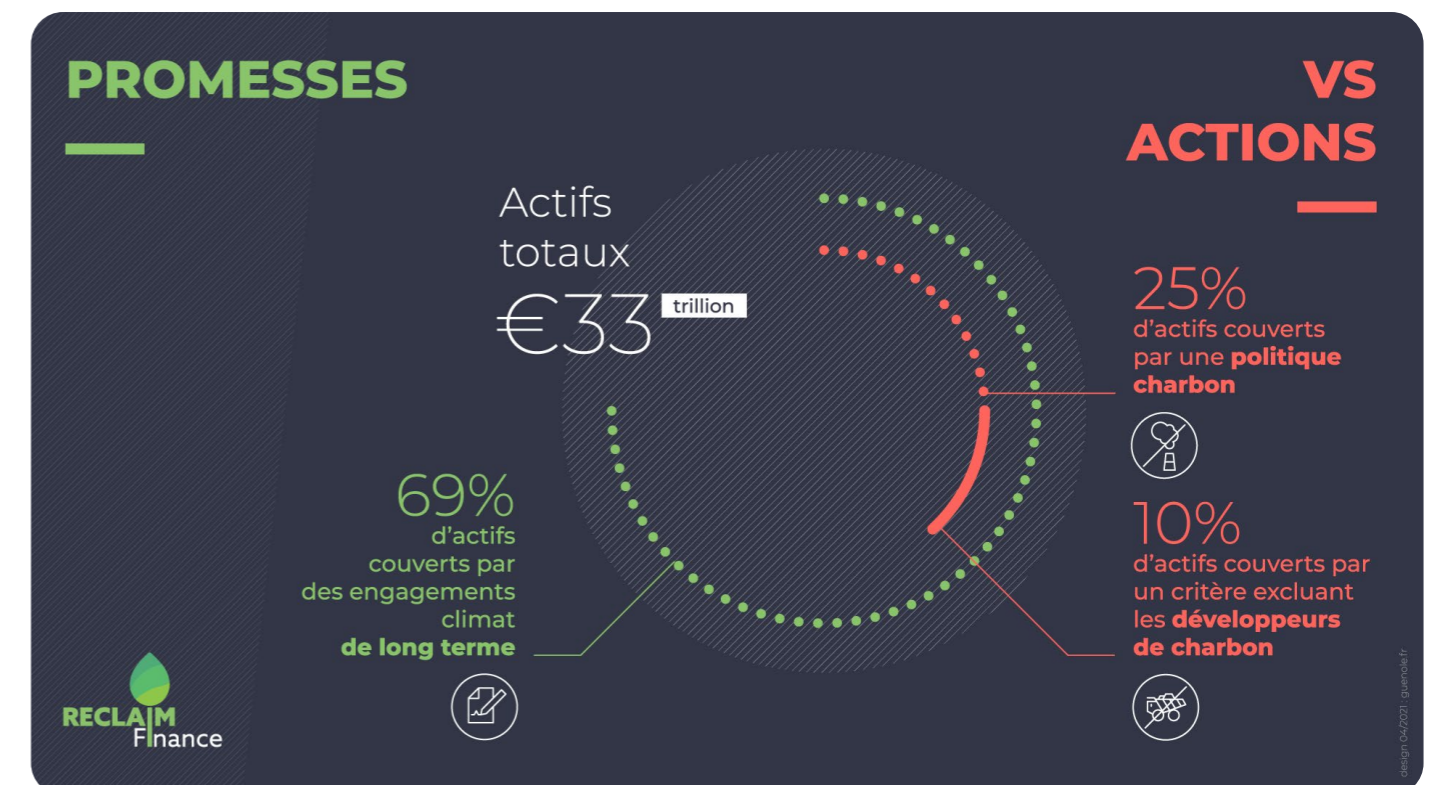
ont obtenu plus d'un tiers du total des points: Amundi, AXA Investment Managers, NIM - Ostrum, BNP Paribas AM, Union Investment et M&G Investments²³. Les notes sont globalement très basses, AXA IM étant le seul gestionnaire d'actifs à obtenir plus de la moitié des points. Neuf gestionnaires d'actifs ont une note particulièrement basse, obtenant moins de cinq points : State Street Global Advisors, JP Morgan, NIM - Loomis Sayles, Natixis IM, Insight Investment, Generali Investments, HSBC Global AM, Credit Suisse AM et Eurizon²⁴.

1. Première catégorie du classement : Alignement et engagement climatique

Pour que la transition énergétique réussisse, il sera crucial que les gestionnaires d'actifs prennent des décisions d'investissement compatibles avec les objectifs climatiques. 13 gestionnaires d'actifs sur les 29 analysés dans ce classement sont membres de la 'Net Zero Asset Manager Initiative', ce qui signifie qu'ils s'engagent à avoir l'"ambition" d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050. Quatre autres gestionnaires d'actifs se sont engagés à utiliser le "Net Zero Investment Framework" développé par la Paris Aligned

Investment Initiative (PAII). **Generali Investments, JP Morgan AM et SSGA font partie des gestionnaires d'actifs qui n'ont pas pris d'engagements climatiques à long terme pour leurs investissements.** Si de tels engagements ne sont pas nécessairement une garantie d'action immédiate, ils peuvent être le signe d'actions à venir.

L'un des moyens dont disposent les gestionnaires d'actifs pour agir en faveur du climat est **d'utiliser leur droit de vote et l'influence qu'ils peuvent exercer au sein des entreprises dans lesquelles ils investissent.** Mais pour que les activités d'engagement atteignent le niveau d'action climatique requis, des sanctions claires devront être mises en œuvre en cas de progrès insuffisants et des stratégies d'intensification devront être rendues publiques. **Notre questionnaire a révélé que la moitié des gestionnaires d'actifs recommandent publiquement aux entreprises d'adopter des stratégies alignées sur Paris²⁵ et que près de la moitié d'entre eux déclarent également publiquement qu'ils pourraient prendre des sanctions sous la forme de vote ou de désinvestissement concernant les questions climatiques.** Malheureusement, **seuls deux d'entre**



Les engagements visant à aligner les investissements sur les objectifs climatiques à long terme se traduisent rarement par des actions concrètes pour éliminer progressivement les pires pollueurs

eux (Aviva Investors et Aberdeen SI) ont commencé à préciser les conditions de mise en œuvre de ces sanctions. Alors qu'aucun gestionnaire d'actifs analysé n'a publié de demandes précises et limitées dans le temps adressées aux entreprises²⁶, plusieurs d'entre eux n'ont pas encore divulgué publiquement de recommandation sérieuse en matière de climat, comme Allianz GI ou Credit Suisse AM. Les stratégies d'intensification utilisées par certains gestionnaires d'actifs ne sont pas claires non plus : Generali Investments, Deka Investment et Invesco font partie des gestionnaires qui ne divulguent pas leur stratégie.

Cependant, il est important de souligner que le dialogue avec les entreprises doivent aller de pair avec des exclusions immédiates des entreprises ayant des plans d'expansion des énergies fossiles. La science du climat recommande une diminution rapide de la production de énergies fossiles pour limiter le réchauffement à 1,5°C. La diminution de cette production doit passer nécessairement par une réduction drastique des investissements dans le secteur du charbon.

2. Deuxième catégorie du classement : Le charbon et la gestion active

13 gestionnaires d'actifs sur 29 ont une politique globale ou des critères d'exclusion du charbon²⁷, mais seuls 6 d'entre eux excluent les entreprises ayant des plans d'expansion liés au charbon et seuls 8 appliquent leurs exclusions par défaut à leurs investissements sous mandats²⁸. La mauvaise qualité des politiques existantes²⁹ et l'absence de toute politique pour les 16 gestionnaires d'actifs restants creusent un dangereux fossé entre les paroles et les actes. En effet, seule une petite partie des actifs exclut les entreprises ayant des projets d'expansion du charbon, alors que ces entreprises constituent l'une des plus grandes menaces pour le climat³⁰. Ceci est d'autant plus surprenant que 13 gestionnaires d'actifs de notre scorecard se sont désormais engagés dans le Net Zero Asset Manager Initiative. Vanguard, PIMCO, Schroders et Generali Investments font partie des grands gestionnaires d'actifs qui n'ont toujours pas adopté de politique globale d'exclusion du

charbon. Le gestionnaire d'actifs allemand PIMCO contraste particulièrement avec sa société mère Allianz, qui a adopté une politique relativement solide sur le charbon.

Deux gestionnaires d'actifs (Ostrum et AXA IM) ont une politique de sortie du charbon assez solide, qui comprend une combinaison de critères d'exclusion et un engagement à éliminer totalement le charbon aux dates cibles du secteur³¹. Il convient de noter qu'Ostrum est un affilié de Natixis IM, qui est également la société mère de Loomis Sayles, l'un des gestionnaires d'actifs qui n'a aucune politique charbon. Etant donné que Natixis IM n'a pas mis en œuvre de politique sur le charbon ou d'engagement climatique au niveau du groupe, les résultats de ses affiliés peuvent être très différents.

3. Troisième catégorie du classement : Le charbon et la gestion passive

La faible qualité générale des politiques charbon se reflète également dans leur champ d'application. En effet, nos résultats montrent que les critères ne s'appliquent bien souvent qu'à une partie des actifs sous gestion des acteurs analysés.

Parmi les gestionnaires d'actifs que nous avons interrogés, trois d'entre eux, qui gèrent des montants relativement faibles d'investissements "passifs", appliquent leur politique charbon à la totalité ou à la majorité de leurs investissements "passifs" (APG AM, Aegon AM et Aviva Investors)³². A l'exception d'Aegon AM, ces politiques sont très peu ambitieuses. DWS applique un critère également peu ambitieux³³ sur le charbon à tous les fonds communs de placement en gestion 'passive' qui seront lancés à l'avenir.³⁴

Les 18 autres gestionnaires d'actifs³⁵ n'ont pas de règles publiques pour exclure le charbon de la majorité de leurs investissements gérés "passivement". Cela explique en partie pourquoi moins de 25 % du total des actifs de tous les gestionnaires sont actuellement couverts par des critères relatifs au charbon.

Sept gestionnaires d'actifs ont déclaré qu'ils n'appliquaient un critère relatif au charbon

qu'à certains de leurs fonds «passifs» durables. Il est inquiétant de constater que parmi eux, DWS, LGIM et Amundi sont les seuls gestionnaires d'actifs à appliquer des critères relatifs au charbon à tous leurs produits labélisés comme durables.³⁶

Mais l'engagement à exclure le charbon de ces fonds devrait être un minimum, car leurs objectifs d'investissement incluent des objectifs de durabilité. Ces restrictions devraient plutôt être étendues à tous les fonds et produits vendus par les gestionnaires, car les produits "ESG" ne représentent souvent qu'une petite partie des actifs gérés.

Deux gestionnaires d'actifs (BlackRock et LGIM) sont en train de revoir certains de leurs fonds par défaut pour y inclure des

exclusions minimales relatives au charbon.³⁷ C'est particulièrement important, car les montants qui alimentent ces options par défaut sont élevés.

Lorsqu'il s'agit de résoudre la crise climatique, l'investissement «passif» est un problème croissant, l'exposition au charbon des gestionnaires d'actifs «passifs» restant élevée en raison de ces stratégies indicelles. Par exemple, les participations de BlackRock et Vanguard dans le charbon représentent 17 % de tous les investissements institutionnels dans l'ensemble de l'industrie du charbon.³⁸ Un rapport d'Influence Map a révélé que l'intensité en charbon thermique des fonds «passifs» de BlackRock était deux fois plus élevée que celle de ses fonds «actifs».³⁹

Les plus grands gestionnaires d'actifs analysés⁴⁰ sont à la traîne :

Gestionnaires d'actifs	Signataire de la Net Zero Asset Manager Initiative	Pas de politique publique pour restreindre les investissements dans le charbon ⁴¹	Soutien aux entreprises qui continuent à développer leur activité dans le charbon ⁴²
BlackRock	✓	De faibles restrictions s'appliquent mais seulement pour la gestion active	OUI
Vanguard	✓	PAS DE POLITIQUE	OUI
Amundi		Une politique charbon est appliquée pour la gestion active	Arrêt du soutien à l'expansion du charbon ⁴³
PIMCO		PAS DE POLITIQUE	OUI
Legal & General Investment Management	✓	De faibles restrictions s'appliquent mais seulement pour la gestion active ⁴⁴	OUI
Invesco	✓	PAS DE POLITIQUE	OUI
JP Morgan AM		PAS DE POLITIQUE	OUI
State Street Global Advisors		PAS DE POLITIQUE	OUI

Les gestionnaires "passifs" européens augmentent également leurs actifs "passifs", un exemple récent étant le rachat par Amundi du gestionnaire d'actifs Lyxor pour devenir le deuxième acteur du secteur européen des ETF, en pleine expansion (derrière BlackRock). UBS AM et DWS sont également des acteurs importants sur le marché "passif". Toutefois, aucun de ces trois gestionnaires n'applique actuellement une politique à l'ensemble de ses actifs gérés "passivement".

Dans l'ensemble, le fait que la plupart des fonds gérés échappent à toute restriction est facilité par la faible transparence des champs d'application des politiques climatiques, peu de gestionnaires d'actifs indiquant clairement ce qui est couvert et ce qui ne l'est pas, ainsi que la part des actifs totaux couverte. Alors que les investissements «passifs» sont très rarement mentionnés dans les politiques ou les engagements publics (et s'ils le sont, pour indiquer qu'ils sont hors du champ d'application), Amundi divulgue désormais clairement les critères de charbon qu'il utilise pour tous ses produits passifs "ESG".

Compte tenu de leur devoir de servir au mieux

les intérêts de leurs clients, une plus grande transparence sera un outil essentiel pour permettre aux clients de ces gestionnaires d'évaluer comment leur argent est géré.⁴⁵

C/ ANALYSE : LES PRINCIPALES LACUNES DES POLITIQUES CHARBON DES GESTIONNAIRES D'ACTIFS

1. Les investissements 'passifs' ne sont pas couverts

Les exclusions liées au charbon devraient être appliquées systématiquement à tous les actifs sous gestion. Comme nous l'avons souligné plus haut, les actifs gérés de manière "passive" sont presque toujours exclus du champ d'application des politiques que nous avons analysées. Pour les fonds indiciels phares, qui concentrent la plupart des actifs, il est crucial que les gestionnaires d'actifs agissent pour revoir progressivement leurs

produits. Cela peut se faire par exemple en changeant les indices sous-jacents utilisés ou en influençant les fournisseurs d'indices pour qu'ils changent les indices.

2. Les mandats d'investissement ne sont pas systématiquement exempts de charbon

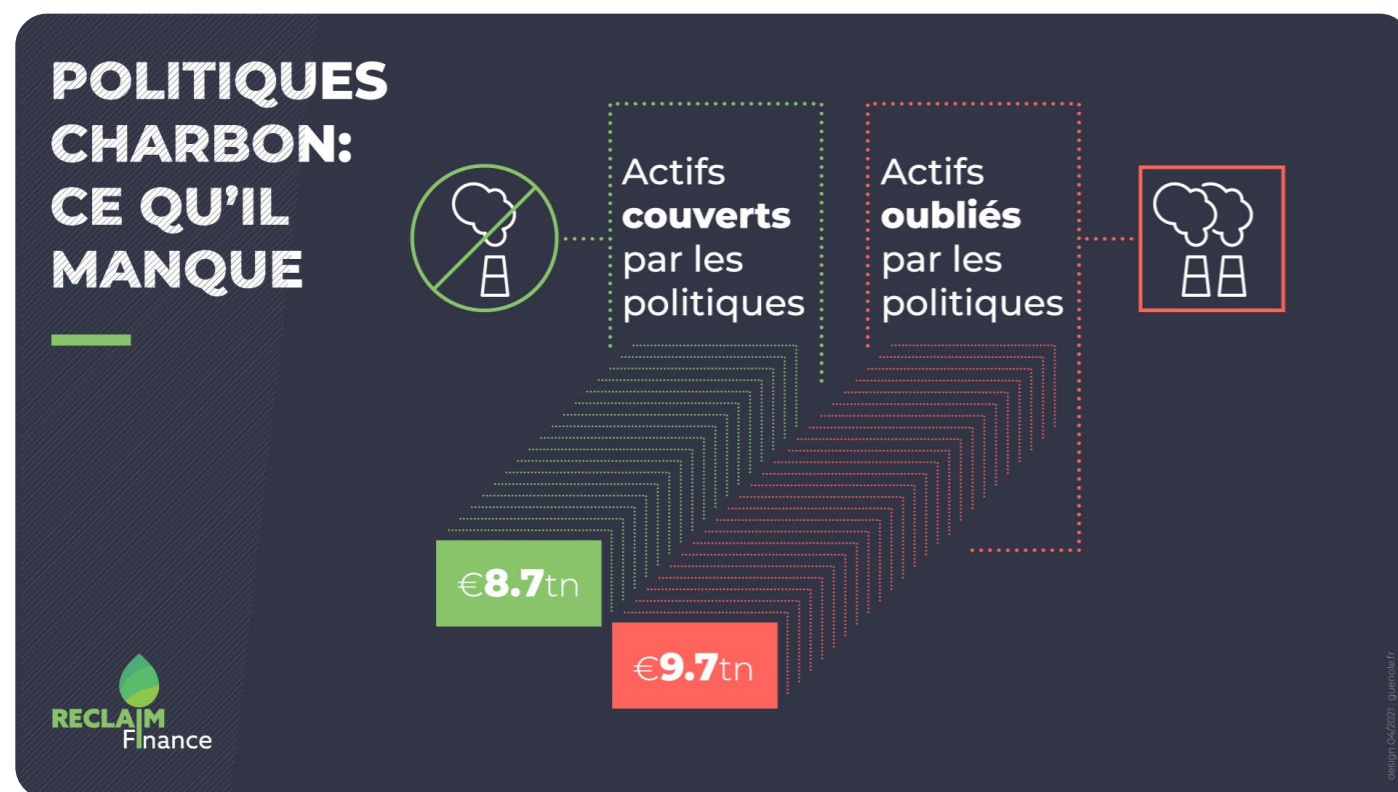
Les exclusions liées au charbon devraient être appliquées systématiquement à tous les mandats d'investissement⁴⁷. Alors que les politiques sont actuellement souvent appliquées aux fonds communs, elles devraient être appliquées par défaut pour tous les mandats d'investissement dédiés, d'autant plus que ces investissements représentent 55% du total des investissements gérés par notre échantillon.⁴⁸ Les politiques peuvent être appliquées immédiatement pour tous les nouveaux mandats et être progressivement appliquées aux mandats existants après avoir obtenu l'approbation du client. Étant donné que l'argument financier en faveur du désinvestissement du charbon a été largement démontré⁴⁹, les options par défaut sans charbon devraient être systématiques.

Bonnes pratiques :

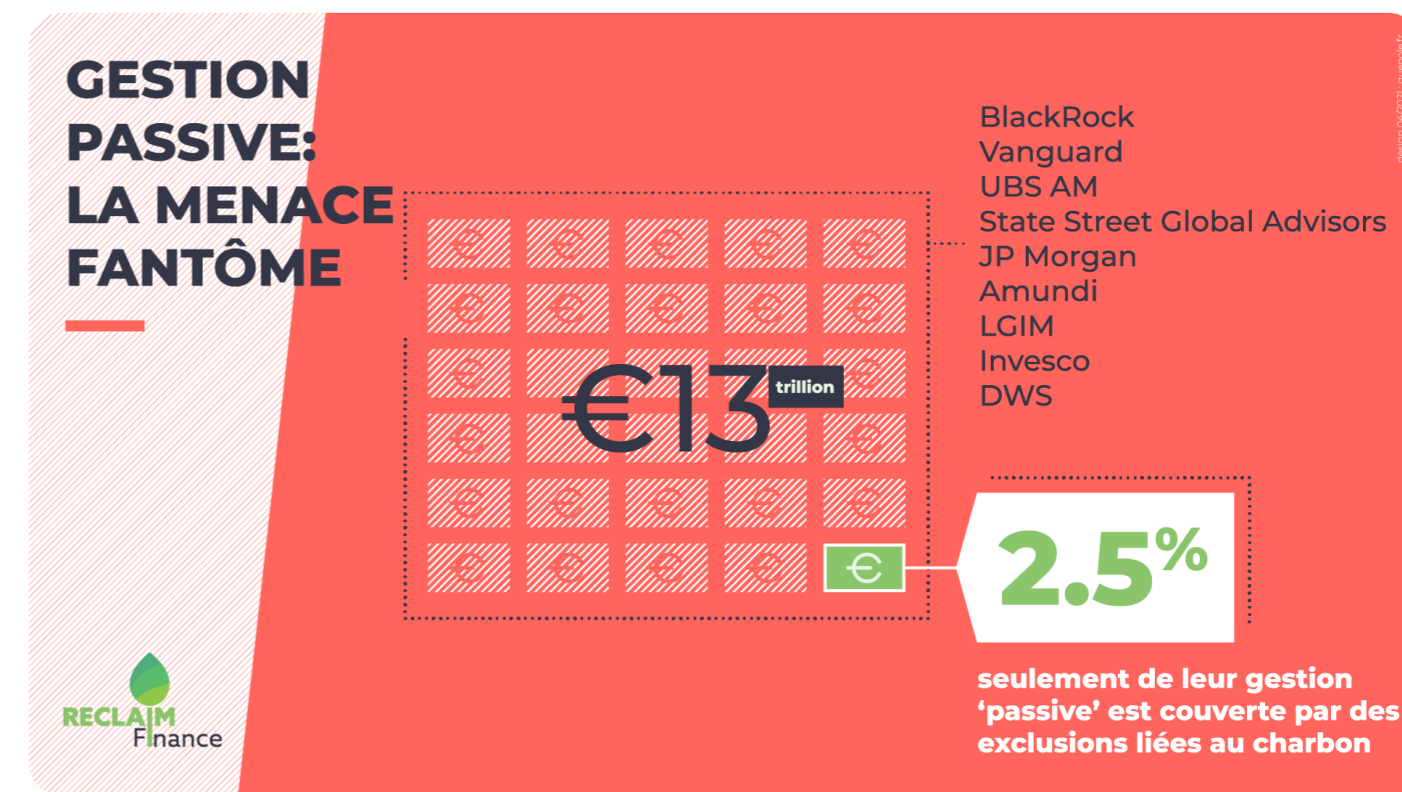
La politique charbon d'Ostrum AM : "Pour les fonds et mandats dédiés, Ostrum Asset Management appliquera cette nouvelle politique (sauf demande contraire des clients) afin de la prendre en compte dans la gestion future du portefeuille. Le cas échéant, en cas de gestion déléguée, elle en informera le gestionnaire délégué."

La politique du charbon d'AXA IM : "La politique s'applique en principe à tous les portefeuilles gérés par AXA IM, y compris les fonds dédiés et les mandats tiers, sauf si le client a donné des instructions différentes, ou si le fonds a été exempté pour des raisons de gestion des risques."

Legal & General Investment Management (LGIM) a modifié les placements de tous ses principaux fonds par défaut afin d'appliquer un seuil de revenu minimum pour les entreprises du charbon - même si ce seuil est très faible et devrait être renforcé.⁵⁰



Graphique avec les montants couverts par une politique charbon et les montants non couverts car hors du champ d'application (investissements passifs et investissements via des mandats)



Nous avons analysé les 13 000 milliards d'euros d'actifs gérés de manière "passive" par les plus grands gestionnaires d'actifs «passifs». Moins de 3% de ce montant est couvert par un critère sur le charbon

D/ LES STRATÉGIES "PASSIVES" MENACENT LE CLIMATE

1. L'investissement "passif" se développe en Europe

L'investissement indiciel «passif» représente désormais plus de 33 % du marché européen des actions⁵¹ ce qui signifie que les trackers indiciels ont doublé leur part de marché en dix ans. La part de l'investissement «passif» a également doublé sur le marché américain des actions et représente plus de 50 % de tous les actifs.⁵² Les ETF, une version des fonds indiciels, devraient être à la tête de la croissance du marché de la gestion d'actifs dans les prochaines années.⁵³

L'objectif de cette technique d'investissement⁵⁴ est de générer des rendements similaires à ceux d'un large indice de marché, tel que le S&P500. Un fond indiciel est donc généralement étroitement aligné sur les titres composant l'indice (par exemple, des actions ou des obligations).

Le problème majeur de cette technique réside dans la manière dont elle est utilisée par les gestionnaires et les propriétaires d'actifs. Alors qu'il n'existe aucune obligation légale pour les fonds indiciels de correspondre exactement à la composition de l'indice sous-jacent, les gestionnaires d'actifs vendent massivement des produits qui "promettent" de ne pas s'écarter du tout de la performance de l'indice. Ainsi, lorsque les gestionnaires d'actifs affirment qu'ils

ne peuvent pas être sélectifs quant aux entreprises dans lesquelles ils investissent via leurs fonds "passifs", ce n'est pas tout à fait vrai. Ils pourraient l'être, s'ils choisissaient de se préoccuper davantage des sociétés qui se cachent derrière les titres et de leurs performances.⁵⁵

2. Le mythe de l'impossibilité d'agir sur les fonds "passifs"

Il est communément admis que les gestionnaires d'actifs n'ont pas la possibilité de choisir dans quelle entreprise investir : ils suivent "passivement" un indice. Sur la base de cette hypothèse, les gestionnaires d'actifs ont tendance à dire que leur seule option est de changer les entreprises par des actions de vote et de s'assurer que les entreprises limitent leur exposition au risque climatique.

Heureusement, quelques gestionnaires d'actifs semblent reconnaître que la crise climatique change la donne et que le système actuel de gestion de fonds doit changer.⁵⁶ Sept des gestionnaires d'actifs que nous avons interrogés ont indiqué qu'ils discutaient avec les fournisseurs d'indices pour trouver des solutions concernant la mise en œuvre d'exclusions minimales sur des indices standard (BlackRock, LGIM, Aberdeen SI, Amundi, DWS, UBS AM et BNP AM). Le temps des petits pas est cependant révolu. Nous devons maintenant voir des résultats significatifs en matière d'exclusion. Suivre aveuglément les grands indices boursiers, c'est contribuer grandement au changement climatique.

3. La gestion "passive" est une combinaison de choix actifs

L'investissement indiciel «passif» est un choix d'investissement actif, le premier étant que le gestionnaire décide des fonds à mettre sur le marché (et des indices à suivre) et des fonds à mettre en avant. Une autre décision active est celle qui consiste pour le gestionnaire d'actifs à décider dans quelle mesure un fonds va suivre son indice sous-jacent. **Finalement, et compte tenu de leur pouvoir croissant, les gestionnaires d'actifs peuvent vendre et utiliser la menace du désinvestissement.**⁵⁷ S'ils n'agissent pas, ils deviendront les détenteurs en dernier ressort des actifs liés au charbon.⁵⁸

4. Comment les gestionnaires d'actifs abordent-ils actuellement le problème du passif ?

Actuellement, très peu de gestionnaires d'actifs ont mis en place les multiples actions possibles pour gérer les impacts climatiques de leurs portefeuilles "passifs". Nous leur avons demandé comment ils abordaient la nécessité de sortir progressivement du charbon. Les résultats sont assez inquiétants. **Moins de 3 % des 13 000 milliards d'euros gérés "passivement" par les géants du secteur sont actuellement couverts par des critères d'exclusion du charbon** (voir graphique p.12).

Nous détaillons ci-dessous quelques-unes des actions actuellement mises en œuvre par les gestionnaires ayant de la gestion "passive"⁵⁹ pour tenter de résoudre le problème causé par cette technique de gestion. Ces actions comprennent la mise en place d'exclusions

charbon minimales appliquées par défaut dans tous les mandats d'investissement et l'engagement de ne plus lancer à l'avenir de produits qui ne respecteraient pas leurs normes minimales sur le charbon. Toutefois, étant donné la taille du marché de la gestion « passive », il faudra faire beaucoup plus pour s'attaquer à ce problème, notamment trouver des moyens d'appliquer les exclusions à tous les fonds existants (et repositionner les fonds standard).

5. Le début du chemin pour résoudre le problème de la gestion "passive"

Plusieurs gestionnaires d'actifs nous ont fait part, par le biais de notre questionnaire, des mesures qu'ils prennent pour commencer à restreindre leurs investissements dans les entreprises charbon via leurs produits "passifs". Ce n'est que le début du chemin et très peu de ces engagements ont été pris publiquement. Comme indiqué ci-dessus, sept gestionnaires d'actifs ont déclaré qu'ils appliquaient des critères relatifs au charbon à tout ou partie de leurs produits "ESG" ou «durables». Un seul d'entre eux s'est engagé à appliquer systématiquement un critère charbon (mais avec un faible seuil d'exclusion) à tous les nouveaux fonds "passifs" sous mandat (LGIM).

La mesure la plus importante à prendre est d'appliquer une politique robuste de sortie du charbon à tous les fonds «passifs» (y compris les fonds existants). Un seul gestionnaire d'actifs nous a fait part de son intention d'appliquer un critère lié au charbon à tous ses produits "passifs" (DWS) - bien que le calendrier pour le faire n'ait pas été communiqué ou divulgué.

Les gestionnaires d'actifs du rapport

Vanguard

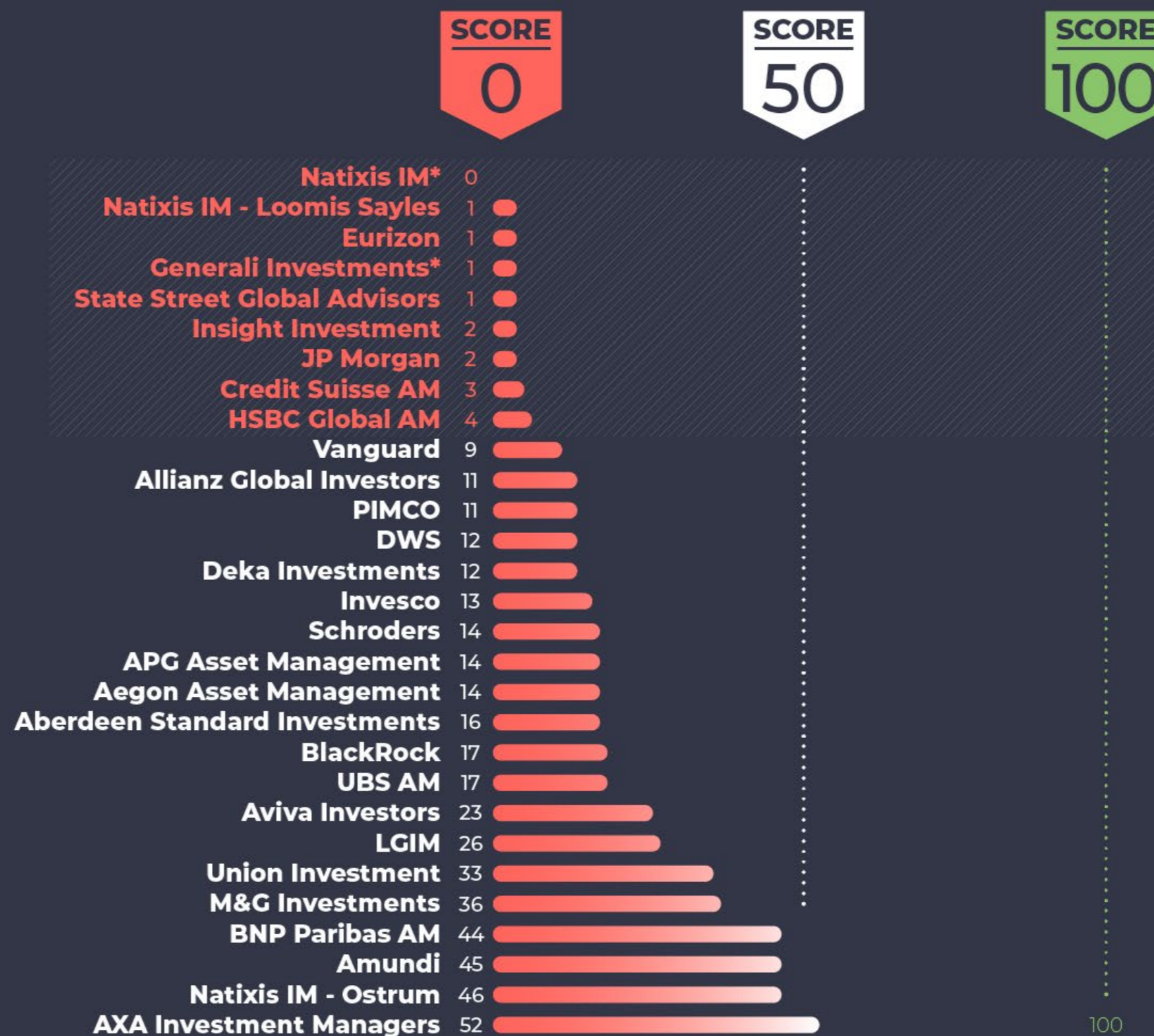
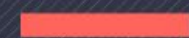


NOTATION

Les gestionnaires d'actifs ont été notés en fonction de trois catégories principales :

1. Alignement et engagement climatique : quels engagements les gestionnaires d'actifs ont-ils pris publiquement ?
2. Traitement du charbon dans la gestion active : le gestionnaire d'actifs a-t-il une politique globale publique en matière de charbon ?
3. Traitement du charbon dans la gestion "passive" : le gestionnaire d'actifs a-t-il une politique globale publique en matière de charbon ?

CHARBON: L'HEURE DE VÉRITÉ



*Generali Investments et Natixis IM sont des plateformes multi-boutiques ou utilisent un modèle d'affiliés. Par conséquent, leurs affiliés peuvent avoir des politiques charbon ou des engagements publics. Seules les politiques au niveau du groupe ont été prises en compte ici.

Les gestionnaires d'actifs sont notés sur la base de leurs engagements. Les notes vont de 0 à 52 points sur 100.

RECOMMANDATIONS

A/ NOS DEMANDES

1. Désinvestir immédiatement des entreprises développant des projets liés au charbon et commencer dès maintenant à désinvestir des entreprises du secteur du charbon pour une sortie complète d'ici 2030/2040. Le désinvestissement doit couvrir tous les actifs sous gestion et être appliqué par défaut.

- **Gestion active** : Les règles d'exclusion devraient être appliquées dans tous les portefeuilles et pour les investissements nouveaux et existants.
- **Gestion indicielle "passive"** :
 - Au minimum, s'engager à ne pas lancer de nouveau produit sans critères d'exclusion solides concernant le charbon.
 - Proposer des fonds respectueux du climat avec des critères d'exclusion du charbon robustes en tant qu'options par défaut pour tous les clients et dans toutes les offres de produits. Les fonds par défaut existants peuvent être remplacés par des équivalents respectueux du climat.
 - Pour les fonds existants, identifier les développeurs d'énergies fossiles, en commençant par les développeurs de charbon identifiés par le GCEL⁶¹ et voter contre ces entreprises dès cette année ; s'engager avec d'autres

gestionnaires d'actifs pour demander aux fournisseurs d'indices d'identifier et d'exclure les retardataires du charbon de tous les indices standard ; publier des engagements pour inciter les propriétaires d'actifs à changer de fonds ; repositionner les fonds standard.

2. Aligner les activités d'investissement sur une trajectoire compatible avec l'objectif de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5°C. Cela nécessitera une transition de toutes les énergies fossiles vers des entreprises d'énergie renouvelable durable dans le monde entier d'ici 2050 et commence par mettre un terme à l'expansion des énergies fossiles : les entreprises en portefeuille doivent s'engager à ne pas réaliser de nouveau projet de combustible fossile.⁶²

3. Aligner les activités d'engagement sur une trajectoire de 1,5°C. Cela implique de fixer des exigences claires, notamment des objectifs à court et moyen terme pour réduire les émissions absolues et mettre fin à l'expansion des énergies fossiles. Pour les entreprises qui ne sont pas exclues sur la base des critères décrits ci-dessus⁶³, l'AM doit s'engager dans un processus d'intensification limité dans le temps, se terminant par un désinvestissement en l'absence d'action claire à court terme. La menace de désinvestissement devrait être ajoutée pour tous les actifs sous gestion, y compris pour les investissements "passifs".

B/ POUR ALLER PLUS LOIN

1. La nécessité de changer les références d'investissement et de s'attaquer aux indices

Le problème général et plus profond des investissements gérés «passivement» est qu'ils suivent les indices de marché. Tant que les propriétaires d'actifs utiliseront ces grands indices de marché comme points de référence pour évaluer les performances des gestionnaires d'actifs, les investissements continueront à aller vers les retardataires climatiques.

En outre, les actions actuelles des gestionnaires d'actifs sont clairement insuffisantes : l'initiative CA100+, une coalition dirigée par des investisseurs, a publié un rapport d'étape montrant que 99% des entreprises avec lesquelles elle fait de l'engagement n'ont pas fixé d'objectif de réduction significative de leurs émissions d'ici 2025. Les stratégies d'engagement des gestionnaires d'actifs proposent très rarement des sanctions systématiques de vote ou de désinvestissement liées à des demandes ambitieuses et limitées dans le temps. Sans la menace de désinvestissement, ces stratégies conduisent à des changements extrêmement lents et se concentrent sur une poignée d'entreprises.

Par conséquent, le défi des années à venir consistera pour les investisseurs à prendre progressivement en compte des considérations à long terme et à modifier les critères de référence auxquels ils se réfèrent (tant en interne qu'en externe pour évaluer leurs gestionnaires de fonds). Les gestionnaires d'actifs ne doivent pas leur laisser le choix : les benchmarks alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris devront être définis et devenir des références classiques.⁶⁴

2. L'"ESG" ne doit pas devenir une distraction mortelle

L'augmentation considérable du nombre de produits "ESG"⁶⁵ au cours des dernières années (et le marketing massif qui l'entoure) peut être source de confusion lorsqu'il s'agit de déterminer quel gestionnaire d'actifs fait des progrès. **L'ESG est en vogue, surtout en Europe : les flux de fonds ESG européens représentent la majorité des flux ESG mondiaux.** Les fonds "passifs" durables ont également le vent en poupe et représenteront 25 % du marché ESG en Europe en 2020.

Mais il n'y a pas de consensus sur ce qui constitue un fonds ESG et cela signifie souvent simplement que les risques liés aux questions environnementales, sociales ou de gouvernance sont pris en compte dans les décisions d'investissement. Cela ne signifie pas que le fonds est vert ou que le gestionnaire d'actifs tient compte des impacts de ses investissements. **Par conséquent, le lien entre un renforcement de l'ESG et une réorientation des investissements des actifs non durables vers les actifs verts est loin d'être clair.**⁶⁶ Des recherches récentes⁶⁶ montrent même un parallèle entre l'augmentation des actifs "passifs" et l'augmentation des actifs "ESG". **Étant donné les conclusions de ce rapport qui montrent que les exclusions de base du charbon sont rarement appliquées aux actifs «passifs», la qualité de ces produits "ESG" est discutable.** En outre, le lancement de nouveaux produits "ESG" ne réduit pas l'exposition des gestionnaires d'actifs aux industries très polluantes comme le charbon⁶⁸. **Sans politiques d'exclusion des énergies fossiles s'appliquant à tous les actifs sous gestion, l'ESG deviendra une distraction mortelle pour la transition énergétique.**

CONCLUSION

Avec la COP26 de Glasgow en novembre 2021 en vue, le véritable test pour la crédibilité des gestionnaires d'actifs en matière d'action climatique est simple. **Si le charbon est pris comme exemple dans ce rapport, il faudra prévoir une sortie progressive des entreprises d'énergies fossiles, en commençant par celles qui ont encore des projets d'expansion dans ce domaine.** Étant donné que 90 % de l'argent des épargnants se retrouve dans les options proposées par défaut par les gestionnaires d'actifs, le potentiel d'impact est énorme. **La volonté de ces gestionnaires de changer radicalement leurs options par défaut est essentielle** et sera un test de leur compréhension de leur rôle vis-à-vis des clients. En outre, **il est urgent de prendre des mesures pour exclure les entreprises du charbon et les développeurs d'énergies fossiles des indices standard**, qui sont liés à d'énormes quantités d'actifs.

Les gestionnaires d'actifs uniront-ils leurs forces pour influencer les fournisseurs d'indices ? Vont-ils mettre en place des mesures incitatives pour orienter davantage de flux vers des fonds respectueux du climat ? Tout comme la planète est confrontée à un défi existentiel, le secteur de la gestion d'actifs est lui aussi confronté à ce défi : soit il suit la voie de la destruction environnementale alimentée par le charbon, soit il commence à prendre ses responsabilités.



MÉTHODOLOGIE

• Comment avons-nous choisi les participants ?

Les gestionnaires d'actifs ont été sélectionnés en fonction de la taille de leurs actifs sous gestion (AUM) et de leur zone géographique (Europe), avec un ajustement pour inclure cinq gestionnaires d'actifs américains ayant une part de gestion 'passive' importante.

• Comment avons-nous recueilli les informations ?

Un questionnaire a été envoyé à 29 gestionnaires d'actifs, dont 70% ont décidé de participer. Nous avons fourni des données sur les gestionnaires d'actifs qui ont refusé de répondre sur la base des informations disponibles publiquement, mais il convient de noter que nous avons peut-être manqué certains éléments.

Tous les gestionnaires d'actifs ont ensuite eu la possibilité de revoir leur réponse.

Les informations ont été collectées entre février et mars 2021.

• Que notons-nous dans la section "Engagement" ?

Cette section ne note pas l'efficacité et les résultats des activités d'engagement du gestionnaire d'actifs. Nous avons attribué des points pour les recommandations faites publiquement et faisant l'objet d'une politique. Nous avons également évalué les informations fournies sur le processus

d'intensification (sanctions en cas de manque de progrès) lié à ces recommandations.

• Où trouver des évaluations détaillées des politiques de charbon des gestionnaires d'actifs ?

Reclaim Finance a créé le [Coal Policy Tool](#) pour évaluer et comparer les politiques en matière de charbon des institutions financières du monde entier.

• Comment avons-nous noté les participants ?

Le questionnaire est basé sur trois catégories: Alignement et engagement climatique, politiques charbon dans la gestion active, politiques charbon dans la gestion 'passive'. Cette troisième catégorie n'est prise en compte pour la notation finale que si elle est applicable (les gestionnaires d'actifs dont moins de 1 % de l'actif total sous gestion est géré de manière 'passive' n'ont pas été notés dans cette catégorie). La note finale présentée dans le graphique ci-dessus est un score pondéré. La première catégorie représente un tiers de ce score final et les deuxième et troisième catégories sur les politiques charbon représentent les deux autres tiers. Le score a été pondéré pour tenir compte de la part de l'investissement «passif» dans le total des actifs sous gestion. Le score final est donné sur 100.

Gestionnaires d'actifs qui ont participé à l'exercice et ont répondu à notre questionnaire	Gestionnaires d'actifs qui n'ont pas participé au questionnaire
Amundi - AXA IM - Natixis IM - Ostrum - BlackRock	Vanguard - State Street Global Advisors - JP Morgan AM
BNP Paribas AM - Legal and General IM - Invesco	Eurizon - Generali Investments - Natixis IM Loomis Sayles
Schroder Investment Management - Aviva Investors	Deka- HSBC Global AM - Insight Investment
Aberdeen Standard Investments - Aegon AM	APG AM (a fourni quelques éléments)
UBS AM - Credit Suisse AM - PIMCO - DWS Group	Allianz GI (a fourni quelques éléments)
Allianz GI - Union Investment - M&G Investments	

SCORES DÉTAILLÉS

Les scores détaillés par catégorie et de chaque gestionnaire d'actifs peuvent être téléchargés [ici](#).

Gestionnaire d'actifs	Pays	Score - base 100	Classement
AXA Investment Managers	France	52	1
NIM - Ostrum	France	46	2
Amundi	France	45	3
BNP Paribas AM	France	44	4
M&G Investments	UK	36	5
Union Investment	Allemagne	33	6
LGIM	UK	26	7
Aviva Investors	UK	23	8
UBS AM	Suisse	17	9
BlackRock	US	17	10
Aberdeen Standard Investments	UK	16	11
Aegon Asset Management	Pays-Bas	14	12
APG Asset Management	Pays-Bas	14	13
Schroders	UK	14	14
Invesco	US/UK	13	15
Deka Investments	Allemagne	12	16
DWS	Allemagne	12	17
PIMCO	US/ Allemagne	11	18
Allianz Global Investors	Allemagne	11	18
Vanguard	US	9	20
HSBC Global AM	UK	4	21
Credit Suisse AM	Suisse	3	22
JP Morgan	US	2	23
Insight Investment	UK	2	23
State Street Global Advisors	US	1	25
NIM - Loomis Sayles	France/US	1	25
Generali Investments ⁷⁰	Italie	1	25
Eurizon	Italie	1	25
Natixis IM ⁷¹	France	0	29

REFERENCES

1. Limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C ne sera possible que si nous mettons un terme complet à la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2030 en Europe et dans les pays de l'OCDE et 2040 dans le monde entier. Cela signifie que des mesures importantes doivent être prises dès maintenant.
2. Dans l'ensemble du rapport, le terme d'investissement «passif» est utilisé pour faire référence à la gestion de fonds indiciels, qui est une technique de gestion décrite ci-dessous.
3. Dont Generali Investments et Natixis IM qui sont des plateformes multi-boutiques ou utilisent un modèle d'affiliés. Par conséquent, leurs affiliés peuvent avoir des politiques de charbon ou des engagements publics. Seules les politiques au niveau du groupe ont été considérées ici.
4. Sur la base des dernières données disponibles
5. Estimation basée sur les données disponibles et/ou communiquées par les gestionnaires d'actifs. Les informations n'étant pas disponibles pour 8 des 29 participants au questionnaire, ce pourcentage a été calculé pour 21 gestionnaires d'actifs.
6. Pour les 13 gestionnaires d'actifs qui ont adopté une politique publique en matière de charbon, ces politiques ne s'appliquent qu'à 47% du total de leurs actifs.
7. Tels que les engagements à aligner les investissements sur les objectifs de l'Accord de Paris ou les engagements net zéro d'ici 2050
8. Seuls BNP AM, Amundi, AXA IM, Ostrum, Aegon AM et M&G Investments excluent tout ou partie des entreprises qui prévoient de développer de nouveaux projets de charbon. Il convient de noter que pour M&G, ce critère ne sera pleinement appliqué que dans trois ans.
9. Vanguard, DWS, Allianz GI, Schroders, Aberdeen SI, Invesco
10. Investissements dans des fonds qui répliquent un indice financier sous-jacent, tel que le S&P500.
11. Nous avons considéré ici les gestionnaires d'actifs ayant au moins 150 milliards d'euros d'actifs gérés «passivement». Ensemble, ces 8 gestionnaires d'actifs représentent 95% du total des actifs gérés passivement par les 29 gestionnaires d'actifs.
12. Tout type de critère de charbon a été considéré, même ceux de très faible ambition. Les 9 gestionnaires d'actifs considérés ici sont : BlackRock, Vanguard, State Street Global Advisors, JP Morgan AM, Amundi, LGIM, Invesco, UBS AM et DWS.
13. Seuls 2 gestionnaires d'actifs sur les 29 analysés ont des politiques solides en matière de charbon s'appliquant à la grande majorité de leurs actifs (Ostrum AM et AXA IM).
14. Les participations dans les entreprises des énergies fossiles risquent de plus en plus de devenir des actifs échoués. Les retardataires en matière de climat, tels que les entreprises ayant des plans d'expansion liés aux énergies fossiles, sont déjà confrontés à des risques importants. En ce qui concerne le charbon, la situation est encore plus claire, puisque plus de 50 % de la capacité mondiale de production de charbon sera déficitaire en 2030.
15. Données d'octobre 2020
16. Une étude d'Influence Map, 'Who Owns the World's Fossil Fuels?' publiée en 2018 et mise à jour en 2019, révèle quels gestionnaires d'actifs sont les plus gros détenteurs d'entreprises des énergies fossiles, y compris le secteur du charbon.
17. <https://www.economist.com/special-report/2020/11/12/passive-attack>
18. <https://www.common-wealth.co.uk/reports/asset-management-and-ownership-in-the-uk-economy>
19. <https://www.unpri.org/pri-blog/financial-markets-are-mispricing-climate-risk/5135.article>
20. <https://www.economist.com/special-report/2020/11/12/passive-attack>
21. <https://sunriseproject.org/wp-content/uploads/2020/01/Sunrise-Project-Report-The-Passives-Problem-and-Paris-Goals.pdf>
22. <https://racetozero.unfccc.int/>
23. Le questionnaire est basé sur trois catégories : Alignement et engagement climatique, politiques charbon dans la gestion active, politiques charbon dans la gestion passive (cette 3ème catégorie n'étant prise en compte que lorsqu'elle est applicable). La note finale a été pondérée pour tenir compte de la part des investissements "passifs" dans le total des actifs sous gestion. La note finale est donnée sur une base 100.
24. Moins de 5 points sur une base 100
25. Et 5 sur 29 recommandent aux entreprises de fixer des objectifs à court, moyen et long terme ou de fixer des objectifs alignés sur le SBTi.
26. Demandes limitées dans le temps et liées à une sanction claire
27. Nous n'incluons pas les critères d'exclusion du charbon s'appliquant uniquement aux produits étiquetés ou commercialisés comme ESG/durables, sauf si ces produits représentent la majorité des actifs sous gestion.
28. Un mandat d'investissement est un ensemble d'instructions définissant la manière dont un pool d'actifs doit être investi.
29. 4 gestionnaires d'actifs parmi les 13 qui ont adopté des politiques en matière de charbon ont simplement introduit un critère de seuil de revenu provenant du charbon (par exemple en excluant uniquement les entreprises dont plus de 30 % des revenus proviennent de l'exploitation du charbon thermique). Ce type de critère ne couvre souvent qu'une petite partie de l'industrie du charbon.
30. Bien que la nécessité de cesser immédiatement de lancer de nouveaux projets de charbon ait été avancé depuis 2015, de nombreuses entreprises continuent d'accroître leur capacité de production d'électricité ou d'extraction de charbon. Plus de 1 000 nouvelles unités de production d'électricité au charbon sont actuellement en projet, principalement en Asie, ce qui augmente la capacité de près de 40 %.
31. 2030 pour les pays de l'UE et de l'OCDE et 2040 au niveau mondial.
32. Aviva Investors applique la politique de charbon du groupe Aviva aux actifs qu'elle gère passivement pour le groupe (qui représentent plus des ¾ de ses actifs sous gestion totaux) mais les critères fixés sont très faibles. APG AM a le plus gros montant en fonds « passifs », avec 20% de ses actifs sous gestion totaux gérés passivement.
33. <https://etf.dws.com/en-gb/AssetDownload/Index/c90c541f-b3d0-45ee-964f-3fd6e97b5da0/ESG-Integration-Policy-for-Passive-Investment-Management.pdf/>
34. Pour les mandats, les critères ne sont appliqués que si le client demande l'option proposée.

35. Nous ne considérons pas ici les gestionnaires d'actifs dont les investissements sont uniquement «actifs».
36. BlackRock, UBS AM et Credit Suisse n'appliquent les critères du charbon qu'à certains de leurs produits labellisés durables.
37. BlackRock et LGIM ont commencé à appliquer des normes ESG minimales à leurs fonds par défaut. Il convient de noter que BlackRock n'a commencé à le faire que pour une petite partie de ses portefeuilles standard. Il convient également de noter que le critère relatif au charbon actuellement appliqué par LGIM est très faible et n'exclut qu'une partie du secteur du charbon.
38. <https://reclaimfinance.org/site/en/2021/02/25/revealed-the-leading-financiers-of-the-coal-industry/>
39. Données de 2018.
40. Les gestionnaires d'actifs dépassant les 1000 milliards d'euros d'actifs sous gestion sont BlackRock, Vanguard, Amundi, PIMCO, LGIM, Invesco, JP Morgan et SSGA.
41. Les politiques s'appliquant uniquement aux produits «ESG» ou «durables» ne sont pas prises en compte, sauf si ces produits représentent la majeure partie des actifs totaux du gestionnaire d'actifs.
42. Il s'agit d'entreprises ayant des plans d'expansion liés à l'électricité produite à partir du charbon, à l'extraction du charbon ou à l'infrastructure du charbon. Les entreprises qui contribuent à l'expansion du secteur du charbon ont des stratégies qui sont en totale contradiction avec les objectifs de l'Accord de Paris.
43. Les critères d'Amundi pour exclure les entreprises qui se développent dans le charbon ne s'appliquent pas à l'ensemble de ses investissements gérés de manière «passive».
44. Et pour les nouveaux fonds dédiés «passifs» avec une option de retrait (« opt out »)
45. Le règlement européen sur la transparence des informations relatives à la finance durable (SFDR) vise à clarifier les informations relatives aux produits financiers, mais il ne deviendra obligatoire pour les gestionnaires d'actifs qu'en 2022.
46. Par défaut, ce qui signifie que le client investisseur doit explicitement «refuser» l'option proposée.
47. Les gestionnaires d'actifs ont deux moyens principaux de gérer l'argent de leurs clients : via des fonds communs de placement et via des mandats d'investissement (pour les investisseurs institutionnels).
48. Il s'agit d'une estimation, car les informations ont été fournies ou sont disponibles publiquement pour 16 des 29 gestionnaires d'actifs analysés.
49. <https://ieefa.org/ieefa-update-coal-finance-is-heading-to-its-logical-terminal-conclusion/>
50. 30 % des revenus provenant de l'exploitation du charbon thermique (la production d'électricité et les infrastructures ne sont pas incluses).
51. <https://www.institutionalinvestor.com/article/b189f5r8g9xvhc/passive-investing-rises-still-higher,-morningstar-says>
52. <https://www.ft.com/content/0b5325da-585f-41ad-8267-0741e9693a7a>
53. Dans le secteur des fonds à long terme
54. [BCG-Global-Asset-Management-2020-May-2020-r_tcm9-247209.pdf](https://www.bcg.com/publications/2020/05/asset-management-2020-may-2020-r_tcm9-247209.pdf)
55. L'investissement «passif» est en train de révolutionner la gestion d'actifs, car il a contribué de manière spectaculaire à la réduction des coûts de gestion. Les gestionnaires d'actifs ne choisissent plus de titres et n'essaient plus de battre le marché, ils créent des produits qui sont en pilotage automatique.
56. <https://www.economist.com/special-report/2020/11/12/passive-attack>
57. Actuellement, les gestionnaires d'actifs agissent principalement par le biais d'activités d'«engagement» et de votes. Les mauvais résultats des investisseurs passifs en matière de vote sur les propositions d'actionnaires liées au climat illustrent l'inefficacité de cette démarche.
58. [Holders of Last Resort: The Role of Index Funds and Index Providers in Divestment and Climate Change by Patrick Jahnke :: SSRN](https://www.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=381111)
59. Cela commence déjà à être le cas, les quatre premiers gestionnaires d'actifs de notre tableau de bord détenant collectivement plus de 215 milliards de dollars dans le secteur du charbon.
60. Comme toutes les actions énumérées ne sont pas nécessairement rendues publiques par les gestionnaires d'actifs, nous avons décidé de ne pas communiquer leurs noms.
61. Tout au long du rapport, le terme d'investissement «passif» est utilisé pour désigner la gestion de fonds indiciels, qui est une technique de gestion décrite ci-dessous.
62. <https://coalexit.org/>
63. Les nouveaux projets d'expansion pétrolière et gazière sont définis comme ceux qui entraînent une augmentation des réserves développées, ou les projets d'infrastructure qui favorisent l'expansion de l'extraction.
64. Les entreprises développant des projets de charbon et les pure players du charbon devraient être exclus immédiatement, car leurs stratégies ne sont clairement pas compatibles avec les voies de la transition. Les critères détaillés à utiliser et déjà en place pour quelques gestionnaires d'actifs sont décrits plus en détail ici.
65. <https://reclaimfinance.org/site/en/2020/11/27/climate-benchmarks-european-union/>
66. <https://www.ft.com/content/e0237f69-a8c8-4bfc-9ccc-c466fb11f401>
67. <https://www.common-wealth.co.uk/reports/doing-well-by-doing-good-examining-the-rise-of-environmental-social-governance-esg-investing>
68. <https://www.common-wealth.co.uk/reports/doing-well-by-doing-good-examining-the-rise-of-environmental-social-governance-esg-investing#chapter-5>
69. <https://reclaimfinance.org/site/en/2021/02/25/revealed-the-leading-financiers-of-the-coal-industry/>
70. Il convient de noter que Generali Investments et Natixis IM sont des plateformes multi-boutiques ou utilisent un modèle d'affiliés. Par conséquent, leurs affiliés peuvent avoir des politiques de charbon ou des engagements publics. Seules les politiques au niveau du groupe ont été prises en compte ici.
71. Il convient de noter que Generali Investments et Natixis IM sont des plateformes multi-boutiques ou utilisent un modèle d'affiliés. Par conséquent, leurs affiliés peuvent avoir des politiques de charbon ou des engagements publics. Seules les politiques au niveau du groupe ont été prises en compte ici.

Credits

Cristofer Jeschke Pexels | Adrien Olichon Pexels | Ceban Ionelceban Pexels

SLOW BURN: Les gestionnaires d'actifs parient contre le climat

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

Urgewald est une organisation à but non lucratif de défense de l'environnement et des droits de l'homme. Depuis 25 ans, Urgewald lutte contre la destruction de l'environnement et pour les droits des personnes lésées par les intérêts des entreprises.

Re:Common mène des campagnes et des enquêtes contre la corruption et la destruction de l'environnement causées par les entreprises et leurs financeurs.

Sunrise Project fait grandir les mouvements sociaux afin de favoriser la transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables le plus rapidement possible.

contact@reclaimfinance.org

